

Mark Weber

LE III^e REICH ET LE SIONISME



Supplément au premier numéro de la
Revue d'histoire non-conformiste

La Cohue de 40

Récit d'un effondrement



Léon Degrelle

Détruit sur ordre de la police en 1949, ce pamphlet est l'un des plus beaux textes du XX^e siècle. Aucun éditeur n'avait osé depuis lors relever le défi et réimprimer cette œuvre dans laquelle Léon Degrelle dévoile le vrai visage des corrompus de 1940 : affairisme, irresponsabilité, ambition et incompetence.

Cet ouvrage est un réquisitoire impitoyable contre les sinistres ploutocrates de farce et de sang. Il est, et surtout, un monument de la langue française que seuls quelques privilégiés avaient pu savourer.

Edition reliée, 520 pages, illustrations,
250 F plus 30 F de port.

Adresser votre commande :
HRC, 344, rue Saint-Honoré 75001 Paris.

L'Histoire revue et corrigée

Une revue d'histoire qui dérange

Nous vous invitons à découvrir une revue unique en son genre, qui instruit, divertit, informe et contribue à lutter contre le bourrage de crâne.

POUR VOUS INFORMER ET ÉDIFIER TOUTE LA FAMILLE

Les articles de la revue couvrent une grande étendue de sujets qui sont en mesure d'intéresser toute la famille.

POUR RETROUVER L'HISTOIRE QUE VOUS AIMEZ

Qui ose encore se souvenir de l'épopée coloniale, de la grandeur des œuvres missionnaires ? Qui ose rappeler les pages de gloire de l'histoire de France ?

POUR VOUS AIDER À LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION

La revue a rassemblé des historiens du monde entier qui ont accepté de participer à ce projet.

En cadeau de bienvenue nous offrons aux abonnés le passionnant ouvrage « Complots en France » et une brochure mystère de 32 pages.

En outre, nous offrons la possibilité aux abonnés d'acheter pour seulement 100 F un superbe *Dictionnaire des citations de l'histoire de France*, très belle édition de 792 pages, reliée pleine toile, vendue en librairie au prix normal de 390 F.

6 numéros par an, de nombreuses illustrations, 49 F le numéro. Des suppléments gratuits pour les abonnés.

PREMIERE OFFRE EXCEPTIONNELLE :

un abonnement d'un an pour seulement 285 F, un superbe dictionnaire de 792 pages au prix cassé de 100 F.

Le tout pour 385 F au lieu de 675 F.

J'économise donc 290 F. Et je recevrai deux cadeaux gratuits !

DEUXIEME OFFRE EXCEPTIONNELLE:

un an d'abonnement, plus de mille pages de lecture et deux cadeaux gratuits pour seulement 285 F.

Je souhaite seulement acheter le *Dictionnaire des citations de l'histoire de France* au prix de 390 F franco.

Adresser votre commande :

HRC, 344, rue Saint-Honoré 75001 Paris.

The Journal of Historical Review

Incorporating the *IHR Newsletter*

Le principal magazine américain privilégiant
l'approche non conventionnelle de l'histoire.
Une lecture indispensable pour l'amateur
d'histoire maîtrisant la langue anglaise.

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 2 :

- Churchill : vainqueur ou vaincu ?
- Un documentaire vidéo s'attaque aux mythes exterminationnistes
- Une visite « juive et révisionniste » d'Auschwitz.
- Les documents secrets d'Eichmann
et de Goebbels
et bien d'autres sujets passionnants.

ABONNEMENT :

Pour s'abonner, envoyer un courrier à
The Journal of Historical Review,
P.O. Box 2739, Newport Beach,
California 92659, Etats-Unis.
Fax 1 714 631 0981.

Le prix de l'abonnement annuel par voie aérienne est
de 70 dollars (ou 50 dollars par courrier de surface). Le
règlement peut s'effectuer par carte Visa ou Master-
card, ne pas oublier de mentionner le nom de votre
carte, son numéro et sa date d'expiration.

**LE III^e REICH
ET LE SIONISME.**

La version originale de cet article est parue
en anglais dans le numéro 4 du volume 13 du
Journal of Historical Review,
sous le titre « Zionism and the Third Reich ».
Un bulletin d'abonnement est disponible page 2.

Mark Weber est un jeune historien américain
résidant en Californie. Il se spécialise dans
l'étude de la Seconde Guerre mondiale.
Il prépare un important travail de synthèse sur
un point de détail de ce conflit qui semble
d'une perpétuelle actualité.

Notre revue ne cherche pas à imposer un point
de vue officiel sur l'histoire mais à promouvoir
un débat avec ses lecteurs et à provoquer les
réactions des historiens officiels. Nous
sommes disposés à publier tout point de vue
critique et à rendre public tous les arguments
qui nous seront présentés à l'appui où à
l'encontre des hypothèses avancées dans cette
brochure.

Mark Weber

LE III^e REICH ET LE SIONISME

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
BERTRAND LEFORESTIER

Administration – Abonnement – Diffusion
Revue d'histoire non-conformiste
344, rue Saint-Honoré
75001 Paris

Supplément au premier numéro de la
Revue d'histoire non-conformiste

Prix au numéro 49 F, gratuit pour les abonnés.

Numéro de Commission paritaire en cours.

Un mot du rédacteur en chef

Au cours d'une de mes lectures d'étudiant, dont j'ai malheureusement perdu la référence, j'avais appris qu'en dehors du Reich, la chute de Stalingrad avait donné lieu à des manifestations de douleur dans un endroit aussi inattendu que Tel Aviv, en Palestine. Mon étonnement était depuis lors renforcé par la lecture des comptes rendus de contacts entre les sionistes et les nationaux-socialistes alors que la guerre était pratiquement perdue pour le Reich. Comment expliquer ces proximités qui semblent contre-nature ?

La lecture du remarquable travail de Mark Weber permet aujourd'hui de mieux comprendre le genèse des étroites relations entre sionistes et nazis.

Mais il reste une hypothèse que j'aimerais voir débroussaillée : si des relations ont pu se nouer si facilement entre sionistes et nazis, c'est qu'ils partageaient beaucoup d'analyses quant à la race et à la conception de la nation et de son destin historique. N'oublions pas que nombre des sionistes des années trente avaient été formés en Allemagne et partageaient avec leurs concitoyens allemands le même bain idéologique. Pour caricaturer un peu, on pourrait dire que ces sionistes auraient fait d'excellents nazis s'ils n'avaient été juifs.

Au risque de choquer des lecteurs, ne peut-on pas risquer l'opinion qu'Israël est le seul État contemporain qui se situe dans une certaine continuité idéologique avec l'Allemagne national-socialiste ? Que la lecture de cet article inspire nos amis. Nous attendons leurs courriers.

ANDRÉ CHELAIN

Le III^e Reich et le sionisme

Au tout début de 1935 un paquebot quittait le port allemand de Bremerhaven en route pour Haïfa, alors le principal port de la Palestine sous mandat britannique. Sur la coque, le navire portait son nom en hébreu : *Tel Aviv*. Fièrement déployé au vent, le drapeau à croix gammée apportait une note de couleur à la poupe du bâtiment. Bien que son armateur fut sioniste, le commandant du *Tel-Aviv* était membre du parti national-socialiste. De nombreuses années plus tard, un passager se souviendra de cette étrange association comme une « absurdité métaphysique » (1). Absurde ou pas, ce paquebot fendait les flots de la Baltique en direction de la Méditerranée orientale symbolise un chapitre peu connu de l'histoire contemporaine : l'étroite collaboration entre les milieux sionistes et le régime de Hitler.

1 W. Martini, « Hebräisch unterm Hakenkreuz », *Die Welt* (Hambourg), 10 janvier 1975. Cité dans Klaus Polken, « The Secret Contacts : Zionisme and Nazi Germany, 1933-1941 », *Journal of Palestine Studies*, printemps-été 1976, p. 65.

Des buts communs

La question juive est restée en Europe de nombreuses années au centre du débat public. En d'autres termes, quel peut être le rôle des juifs au sein d'une société majoritairement non-juive ? Au cours des années trente, les juifs sionistes et les Allemands nationaux-socialistes ont partagé des analyses similaires sur l'art et la manière de résoudre cette épineuse question. Ils étaient d'accord sur le fait que juifs et Allemands constituaient deux nationalités différentes et que les juifs ne faisaient pas partie de la nation allemande. Les juifs résidant en Allemagne ne devaient pas être considérés comme des Allemands de confession mosaïque, mais plutôt comme des membres d'une communauté nationale séparée. Parallèlement, les sionistes (les nationalistes juifs) exigeaient de tout juif qu'il émigre en Palestine, le foyer national juif. Dans ces conditions, en tant que sionistes il leur était difficile de réclamer des droits égaux pour les juifs en Allemagne (ou dans tout autre pays).

Theodor Herzl (1860-1904), le fondateur du sionisme moderne, soutenait que l'anti-sémitisme n'était pas une aberration, mais la réponse, bien compréhensible, par des non-juifs à des attitudes et des comportements juifs étrangers à la culture majoritaire. Il souhaitait que les juifs acceptent cette réalité et vivent dans un État juif.

« La question juive existe partout où vivent des juifs, écrivait Herzl dans son ouvrage le plus connu *L'État juif*. Lorsqu'elle n'existe pas encore, elle est importée par l'arrivée de juifs dans le pays. [...] Je crois que je comprends l'anti-sémitisme, qui est un phénomène très complexe. Je le comprends comme un juif, sans haine et sans crainte. » La question juive, écrivait-il, n'est ni sociale ni religieuse, « c'est une question nationale. Pour la résoudre, nous devons en faire une question de politique internationale... » Quelque soit leur citoyenneté, insistait Herzl, les juifs ne constituent pas seulement une communauté religieuse, mais une nationalité, un peuple, un *Volk* (2). Le sionisme, poursuit Herzl, offre au monde une heureuse solution à la question juive. (3)

Six mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, la fédération sioniste d'Allemagne (de loin le principal groupe sioniste du pays) soumit au nouveau gouvernement

un mémorandum détaillé qui passait en revue les relations germano-juives et offrait formellement le soutien des sionistes pour résoudre l'épineuse « question juive ». Ce rapport suggérait que la première étape de cette solution consisterait en une franche reconnaissance des différences nationales. (4)

« Le sionisme ne se fait aucune illusion sur la difficulté de la condition juive, laquelle consiste principalement en une structure sociale anormale et une position intellectuelle non enracinée dans une tradition propre. Le sionisme avait prévenu voici déjà longtemps qu'en raison d'une tendance à l'assimilationnisme, des symptômes de détérioration ne manqueraient pas d'apparaître.

Le sionisme croit que la renaissance de la vie nationale du peuple, qui a lieu actuellement en Allemagne, avec l'accent mis sur ses racines chrétiennes et son caractère national, doit également avoir lieu au sein du groupe national juif. Pour le peuple juif, aussi, l'origine nationale, la religion, le sens d'une destinée commune et le sens de sa singularité, doivent être d'une importance décisive au moment de forger son devenir. Cela veut dire que l'in-

2 Cité dans : Ingrid Weckert, *Feuerzeichen: Die « Reichskristallnacht »* (Tübingen, Grabert, 1981), p. 212. Consulter également Theodor Herzl *The Jewish State* (New York, Herzl Press, 1970), pp. 33, 35, 36 et Edwin Black, *The Transfer Agreement* (New York, MacMillan, 1984), p. 73.

3 Theodor Herzl, « Der Congress », *Welt*, 4 juin 1897. Republié dans : *Theodor Herzls zionistische Schriften* (Leon Kellner, ed.), erster Teil, Berlin : Jüdischer Verlag, 1920, p. 190 (et p. 139).

4 Mémorandum du 21 juin 1933, dans L. Dawidowicz, *A Holocaust Reader* (New York, Behrman, 1976), pp. 150-155 et (partiellement) dans Francis R. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (Austin, université du Texas, 1985), p. 42. Sur le sionisme en Allemagne avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, consulter Donald L. Niewyk, *The Jews in Weimar Germany* (Baton Rouge, 1980), pp. 94-95, 126-131, 140-143; F. Nicosia, *Third Reich* (Austin, 1985), pp. 1-15.

dividualisme forcené de l'époque libérale a été dépassé et remplacé avec un sens de la communauté et de la responsabilité collective...

Nous croyons que c'est précisément la nouvelle Allemagne [national-socialiste] qui peut, grâce à une volonté déterminée de résoudre la question juive, trouver une solution à un problème qui, en vérité, doit être résolu par la plupart des peuples européens...

Notre reconnaissance de la nationalité juive nous fournit les bases d'une amitié sincère avec le peuple allemand et ses réalités nationales et raciales. C'est précisément parce que nous ne souhaitons pas fausser ces données fondamentales (nous aussi, sommes contre les mariages mixtes et nous sommes désireux de maintenir la pureté du groupe) que nous rejetons toute immixtion dans le domaine culturel. Nous, qui avons été pétris de langue et civilisation allemandes, manifestons avec admiration et une sincère sympathie, un intérêt pour la culture et les valeurs allemandes ...

Pour atteindre ses objectifs pratiques, le sionisme souhaite obtenir la collaboration d'un gouvernement même fondamentalement hostile aux juifs, car dans la solution du problème juif il n'est pas question de faire du sentimentalisme, mais de traiter un problème réel dont la solution intéresse tous les peuples et, en ce moment, principalement le peuple allemand...

La propagande en faveur du boycott de l'Allemagne, telle celle qui est actuellement menée de différentes manières, est par essence anti-sioniste, car le sionisme ne veut pas se battre mais convaincre et bâtir...

Nous n'ignorons pas que la question juive existe et continuera d'exister. De cette situation anormale il en résulte de nombreux inconvénients pour les juifs, mais également des conditions difficilement tolérables pour d'autres peuples. »

Le journal de la fédération, le *Jüdische Rundschau*, relayait le même message : « le sionisme reconnaît l'existence d'un problème juif et désire une solution ambitieuse et constructive. A cette fin, le sionisme souhaite obtenir l'assistance de

tous les peuples, qu'ils soient anti ou pro-juifs, car, dans son analyse, il s'agit de résoudre un problème concret et non pas sentimental, à la solution duquel tous les peuples sont intéressés. (5) Un jeune rabbin de Berlin, Joachim Prinz, qui émigrera plus tard aux Etats-Unis et qui deviendra le président de l'important American Jewish Congress, écrivit en 1934 dans son livre *Wir Juden* (« Nous les juifs ») que la révolution national-socialiste en Allemagne signifiait « la communauté juive pour les juifs ». Il expliquait son point de vue en écrivant : « Aucun subterfuge ne peut plus nous sauver. Au lieu de l'assimilation, nous souhaitons une nouvelle solution, la reconnaissance de la nation juive et de la race juive. » (6)

Une collaboration active

Partageant des idéologies similaires sur la question ethnique et sur le fait national, nationaux-socialistes et sionistes ont travaillé ensemble pour ce que chaque groupe estimait être ses intérêts nationaux. Le résultat le plus patent fut le soutien vigoureux du gouvernement de Hitler en faveur du sionisme et de l'émigration juive en Palestine de 1933 à 1940/1941 lorsque le développement de la Seconde Guerre mondiale interdit la poursuite de ces efforts communs.

La radicalisation croissante du III^e Reich ne fut pas une raison suffisante pour que de nombreux juifs allemands, probablement, une majorité d'entre eux, continuent à se considérer, souvent avec fierté, comme d'abord des Allemands. Très peu d'entre eux ressentaient de l'enthousiasme à l'idée de commencer une nouvelle vie dans la lointaine Palestine. Néanmoins, de plus en plus de juifs allemands adhèrent aux idéaux du sionisme durant cette époque. Jusqu'à la fin de 1938, le mouvement

5 *Jüdische Rundschau* (Berlin), 13 juin 1933. Cité dans Heinz Höhe, *The Order of the Death's Head* (New York, Ballantine, pb., 1971, 1984), pp. 376-377.

6 Heinz Höhe, *The Order of the Death's Head* (New York, Ballantine, pb., 1971, 1984), p. 376.

sioniste fit florès dans l'Allemagne de Hitler. Le bi-hebdomadaire *Judische Rundschau* accrut considérablement sa diffusion. De nombreux livres sionistes furent publiés. « L'activité sioniste était en plein développement au cours de ces années » remarque l'*Encyclopaedia Judaica*. Un congrès sioniste se tint à Berlin en 1936 et refléta par sa composition « la vigoureuse et active vie associative des sionistes allemands ». (7)

La SS se montrait particulièrement enthousiaste dans son soutien au sionisme. Une note interne de juin 1934 plaidait en faveur d'un actif et large soutien au sionisme par le gouvernement et le parti comme le meilleur moyen d'encourager l'émigration des juifs d'Allemagne vers la Palestine. Pour y parvenir, il fallait encourager la prise de conscience juive, les écoles juives, les associations sportives juives et les associations culturelles juives, en bref, tout ce qui pourrait développer cette prise de conscience devait être encouragé. (8)

Un officier SS, Leopold von Mildenstein, et le responsable de la fédération sioniste, Kurt Tuchler, firent une visite de six mois en Palestine pour se rendre compte du développement sioniste dans ce pays. Mildenstein écrivit à partir de ses notes une série de douze d'articles illustrés qui parurent dans l'important quotidien berlinois *Der Angriff* sous le titre « Un nazi voyage en Palestine ». Il y exprime une grande admiration pour l'esprit pionnier et les réalisations des colons juifs. Le sionisme a produit une nouvelle sorte de juifs, écrivait Mildenstein. Il ne mesurait pas ses éloges en faveur du sionisme qui, selon lui était avantageux non seulement pour les juifs mais aussi pour le monde entier. Un foyer national juif en Palestine, écrivait-il dans sa conclusion « indique un moyen de guérir une blessure

7 Entrée « Berlin », *Encyclopaedia Judaica* (New York & Jérusalem, 1971), vol. 5, p. 648. Pour avoir une meilleure idée de la vigoureuse vie du sionisme en Allemagne, lire également J.-C. Horak, « Zionist Film Propaganda in Nazi Germany », *Historical Journal of Film, Radio and Television*, vol. 4, n°1, 1984, pp. 49-58.

8 Francis R. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 54-55; Karl A. Schleunes, *The Twisted Road to Auschwitz* (Urbana, université de l'Illinois, 1970, 1990), pp. 178-181.

du monde vieille de plusieurs siècles : la question juive ». Pour commémorer cette visite commune d'un SS et d'un sioniste, *Der Angriff* frappa à cette occasion une médaille spéciale ornée sur une face de la swastika et sur l'autre d'une étoile de David. Quelques mois après la parution des articles, von Mildenstein reçut la direction du département des Affaires juives du service de sécurité SS afin de soutenir plus efficacement les efforts des sionistes en faveur de l'émigration. (9)

Le journal officiel de la SS, *Das Schwarze Korps*, proclamait officiellement son appui au sionisme dans un éditorial paru en première page en mai 1935 : « Le temps n'est pas très éloigné quand la Palestine sera en mesure de recevoir ses fils qui en furent séparés durant plus de mille ans. Que nos bons vœux, ainsi que la bonne volonté de l'État, les accompagnent. (10) Quatre mois plus tard, un article au contenu similaire paraît dans le journal de la SS (11) :

« La reconnaissance de la communauté juive comme une communauté raciale basée sur le sang et non pas sur la religion conduit le gouvernement allemand à garantir sans réserves l'intégrité raciale de cette communauté. Le gouvernement se trouve en complet accord avec le grand mouvement de la communauté juive appelé sionisme qui reconnaît la solidarité des juifs du monde entier et son refus de toute notion d'assimilation. Sur cette base, l'Allemagne entreprend les mesures qui vont sûrement

9 Jacob Boas, « A Nazi Travels to Palestine », *History Today* (Londres), janvier 1980, pp. 33-38.

10 Reproduction à l'identique de la première page du *Das Schwarze Korps*, 15 mai 1935, dans Janusz Piekalkiewicz, *Israel's Langer Arm* (Frankfurt, Goverts, 1975), pp. 66-67. Également cité par Heinz Höhne, *The Order of the Death's Head* (Ballantine, 1971, 1984), p. 377. Consulter également Erich Kern, ed., *Verheimlichte Dokumente* (Munich, FZ-Verlag, 1988), p. 184.

11 *Das Schwarze Korps*, 26 sep. 1935. Cité par F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 56-57.

jouer un rôle significatif dans la solution du problème juif partout dans le monde. »

Une grande compagnie de navigation allemande entreprit d'ouvrir en octobre 1933 une ligne directe de paquebots entre Hambourg et Haïfa en Palestine, offrant à ses passagers une nourriture « strictement cachère » sous le contrôle du rabbinat de Hambourg. (12)

Avec le soutien du gouvernement du Reich, les sionistes travaillèrent sans répit à la « rééducation » des juifs d'Allemagne. Dans son ouvrage *The Third Reich and the Palestine Question* (« Le Troisième Reich et la question palestinienne », l'historien américain Francis Nicosia écrivait en 1985 : « Les sionistes étaient encouragés à diffuser leur message auprès de la communauté juive, de recueillir des fonds, de projeter des films sur la Palestine. Il existait une considérable pression pour enseigner les juifs d'Allemagne pour qu'ils cessent de s'identifier eux-mêmes comme Allemands et s'éveillent à leur nouvelle identité nationale juive. » (13)

Après la guerre, au cours d'un entretien, l'ancien responsable de la Fédération sioniste d'Allemagne, Hans Friedenthal résumait la situation de la manière suivante : « La Gestapo fit tout ce qui était en son pouvoir pour favoriser l'émigration, notamment en direction de la Palestine. Nous reçûmes souvent leur aide lorsque nous la sollicitions auprès d'autres autorités dans le but d'encourager l'émigration. » (14)

Au congrès du parti national socialiste de septembre 1935, le Reichstag adopta ce qu'il est convenu d'appeler « les lois de

12 Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators* (1983), p. 83.

13 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (Austin, 1985), p. 60. Consulter également F. Nicosia « The "Yishuv" and the Holocaust », *The Journal of Modern History* (Chicago), vol. 64, n°3, septembre 1992, pp. 533-540.

14 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (Austin, 1985), p. 57.

Nuremberg », interdisant les mariages et les relations sexuelles entre juifs et Allemands. Ce texte proclamait que les juifs formaient une nationalité étrangère, minoritaire. Quelques jours plus tard, l'éditorial du journal sioniste *Jüdische Rundschau* se félicitait de l'adoption de ces mesures : (15)

« L'Allemagne... satisfait les demandes du Congrès sioniste mondial lorsqu'elle déclare que les juifs résidant actuellement en Allemagne sont une minorité nationale. Une fois que les juifs ont été reconnus comme minorité nationale, il est à nouveau possible d'établir des relations normales entre la nation allemande et la nation juive [jewry]. Les nouvelles lois offrent à la minorité juive en Allemagne sa propre vie culturelle, sa propre vie nationale. A l'avenir, il lui sera possible de fonder ses propres écoles, son propre théâtre, ses propres associations sportives. En bref, le peuple juif pourra créer son propre avenir dans tous les aspects de sa vie nationale....

L'Allemagne a offert à la minorité juive l'opportunité de vivre pour elle-même et offre la protection de l'État pour cette vie séparée de la minorité juive. Le processus qui mène de la communauté juive à la nation sera encouragé et contribution sera apportée à l'établissement de meilleures relations entre les deux nations. »

Georg Kareski, chef de la « révisionniste » Organisation pour l'État sioniste et de la Ligue culturelle juive, et ancien responsable de la communauté juive berlinoise, déclarait dans un entretien publié à la fin de 1935 par *Der Angriff* : (16)

15 *Jüdische Rundschau*, 17 septembre 1935. Cité par Yitzhak Arad, en collaboration de Y. Gutman et A. Margalio, eds., *Documents on the Holocaust* (Jérusalem, Yad Vashem, 1981), pp. 82-83.

16 *Der Angriff*, 23 décembre 1935, dans E. Kern, ed., *Verheimlichte Dokumente* (Munich, 1988), p. 148; F. Nicosia, *Third Reich* (1985). L. Brenner, *Zionisme in the Age of Dictators* (1983), p. 138; A. Margalio « The Reaction... », *Yad Vashem Studies* (Jérusalem), vol. 12, 1977, pp. 90-91. Au sujet de la carrière de Kareski, consulter H. Levine, « A Jewish Collaborator in Nazi Germany », *Central European History* (Atlanta), septembre 1975, pp. 251-281.

« Depuis de nombreuses années, je considère qu'une séparation complète des cultures des deux peuples [juif et Allemand] est la condition préalable à une coexistence sans conflits... J'ai longtemps été en faveur d'une telle séparation, dans la mesure où elle repose sur le respect de la nationalité étrangère. Les lois de Nuremberg... me semblent, en dehors de leurs considérations juridiques, se conformer entièrement à ce désir d'une vie séparée basée sur le respect mutuel... Cette interruption du processus de dissolution de nombreuses communautés juives, qui était encouragé par le biais de mariages mixtes est, d'un point de vue juif, tout à fait bienvenu. »

Les responsables sionistes dans d'autres pays se faisaient l'écho de ces points de vue. Stephen S. Wise, président du Congrès juif américain et du Congrès juif mondial, déclarait en juin 1938 lors d'une réunion publique à New York : « Je ne suis pas un citoyen américain de religion juive, je suis un juif... Hitler a raison sur un point. Il appelle le peuple juif une race et nous sommes une race. » (17)

Le spécialiste des affaires juives au sein du ministère de l'Intérieur, Bernhard Lösener, fit part de son soutien au sionisme dans un article paru en novembre 1935 dans le journal officiel *Reichsverwaltungsblatt* : (18)

« Si les juifs avaient un État qui leur soit propre dans lequel la majorité d'entre eux serait installée, alors la question juive pourrait être regardée comme entièrement résolue et aussi pour les juifs eux-mêmes. Ce furent les sionistes qui ont manifesté l'opposition la plus faible aux idées qui fondent les lois de Nuremberg. Ils réalisent que ces lois représentent la seule solution correcte pour le peuple juif. Chaque nation doit posséder un État qui puisse être la manifestation extérieure de son caractère national. »

17 « Dr Wise Urges Jews to Declare Selves as Such », *New York Herald Tribune*, 13 juin 1938, p. 12.

18 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 53.

En coopération avec les autorités allemandes, les groupes sionistes ont organisé un réseau de près de quarante camps et centres agricoles répartis dans toute l'Allemagne où les futurs colons s'entraînaient en vue de leurs nouvelles vies en Palestine. Si les lois de Nuremberg interdisaient explicitement aux juifs d'Allemagne d'utiliser les couleurs nationales, en revanche, les juifs avaient le droit de déployer la bannière sioniste bleue et blanche. Ce drapeau, qui sera plus tard adopté par le futur État d'Israël, flottait au-dessus des camps et des centres sionistes dans l'Allemagne de Hitler. (19)

Les services de Himmler coopéraient avec la Haganah, l'organisation militaire clandestine sioniste en Palestine. La SS paya le responsable de la Haganah, Feivel Polkes, pour des informations sur la situation en Palestine et pour sa coopération dans la mise en route de l'émigration juive vers ce pays. Pendant ce temps, la Haganah était tenue bien informée des intentions allemandes à son égard par un espion placé à Berlin au sein de l'état-major de la SS. (20) La collaboration entre la Haganah et la SS en arriva au point de se matérialiser par des livraisons d'armes allemandes à des colons juifs pour faire face aux affrontements avec les Arabes. (21)

19 Luc Dawidowicz, *The War Against the Jews, 1933-1945* (New York, Bantam, pb, 1976), pp. 253-254. Max Nussbaum, « Zionism Under Hitler », *Congress Weekly* (New York, American Jewish Congress), 11 septembre 1942. F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 58-60, 217. Edwin Black, *The Transfert Agreement* (1984), p. 175.

20 H. Höhne, *The Order of the Death's Head* (Ballantine, pb., 1984), pp. 380-382; K. Schleunes, *Twisted Road* (1970, 1990), p. 226. Une note secrète de la SS au sujet de F. Polkes, 17 juin 1937, dans John Mendelsohn, ed., *The Holocaust* (New York, Garland, 1982), vol. 5, pp. 62-64.

21 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 63-64, 105, 219-220.

Après les violents débordements de la *Kristallnacht* de novembre 1938, la SS intervint pour remettre sur pied l'organisation sioniste afin qu'elle poursuive son travail en Allemagne, bien que sous un contrôle plus strict. (22)

Quelques réserves officielles

L'appui officiel allemand en faveur du sionisme n'était pas illimité. Des fonctionnaires du gouvernement et des membres influents du parti étaient préoccupés par la campagne continuelle des puissantes communautés juives au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et dans beaucoup d'autres pays pour inciter « leurs » gouvernements et « leurs » concitoyens à se mobiliser contre l'Allemagne. Aussi longtemps que la communauté juive internationale demeurerait hostile à l'égard de l'Allemagne national-socialiste et aussi longtemps que la grande majorité des juifs du monde seraient aussi peu empressée de rejoindre la terre promise des sionistes, un État juif souverain en Palestine ne résoudrait pas la question juive dans sa dimension internationale. Au contraire, selon certains hauts fonctionnaires allemands, cela renforcerait considérablement la campagne anti-allemande. Le soutien allemand au sionisme fut en conséquence limité à un foyer national juif en Palestine sous contrôle britannique, non à un État juif souverain. (23)

22 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), p. 160.

23 Cette distinction est explicite également dans le texte de la « Déclaration Balfour » de novembre 1917 par laquelle le gouvernement britannique a manifesté son soutien à l'idée d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine, tout en évitant avec soin toute mention à un État juif. En ce qui concerne la population arabe majoritaire, la déclaration est précise : « il est clair que rien ne sera fait qui puisse nuire aux droits civils et religieux des communautés non-juives en Palestine. » Le texte complet de la déclaration est reproduit à l'identique par Robert John, *Behind the Balfour Declaration* (IHR, Los Angeles, 1988), p. 32.

Le ministère allemand des Affaires étrangères informait ses diplomates en juin 1937 qu'un État juif en Palestine desservirait les intérêts allemands car non seulement il ne serait pas en mesure d'absorber tous les juifs du monde, mais il deviendrait un relais de plus pour la communauté juive internationale, comme Moscou sert de base à l'internationale communiste. (24) Reflet de cette évolution de la position allemande, le Reich fit preuve d'une plus grande sympathie en 1937 pour la résistance arabe aux ambitions juives en Palestine à un moment où le conflit entre juifs et Arabes en Palestine devenait plus aigu. (25)

Un bulletin du ministère des Affaires étrangères de juin 1937 affirme qu'en dépit de l'appui manifesté aux efforts de colonisation de la Palestine « il serait erroné de conclure que l'Allemagne soutient la création en Palestine d'une structure étatique sous contrôle juif. En raison de l'agitation anti-allemande de la communauté juive internationale, l'Allemagne ne peut accepter que la formation d'un État juif en Palestine contribuerait à un développement pacifique des nations du monde. » (26)

Dans le même esprit, un mémorandum de la section des Affaires juives de la SS avertissait que : « la proclamation d'un État juif ou d'une Palestine sous administration juive, créerait un nouvel ennemi pour l'Allemagne, un adversaire qui aurait une forte influence sur le devenir du Proche-Orient. » Un autre organisme de la SS prévoyait qu'un État juif « veillerait à attribuer une protection spéciale aux minorités de juifs dans tous les pays, assurant par là une protection légale à l'activité de la com-

24 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), p. 121.

25 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), p. 124.

26 David Yisraeli, *The Palestine Problem in German Politics 1889-1945* (université de Bar-Ilan, Israël, 1974), p. 300. Consulter également *Documents on German Foreign Policy*, séries D, vol. 5, document n° 564 ou 567.

munauté juive internationale. (27) En janvier 1939, le nouveau ministre des Affaires étrangères de Hitler, von Ribbentrop, dans un bulletin de son administration, prévenait à son tour que la formation d'un État juif était une perspective dangereuse car elle servirait à accroître la puissance de la communauté juive internationale. (28)

Illustrant bien le polycentrisme du régime national-socialiste, Hitler étudiant l'ensemble de la question au début de 1938 et, en dépit de son scepticisme de vieille date à l'égard du sionisme, décida de soutenir l'émigration juive vers la Palestine encore plus vigoureusement. La perspective de libérer l'Allemagne de ses juifs, concluait-il, valait bien la peine de courir quelques dangers. (29)

Tout au long des années 1937, 1938 et 1939, le gouvernement britannique renforçait ses restrictions à l'immigration juive en Palestine. Pour faire face à cette situation, le service de sécurité de la SS conclut une alliance secrète avec l'agence clandestine sioniste *Mossad le-Aliya Bet* pour introduire clandestinement les juifs en Palestine. Cette intense collaboration permit à

27 K. Schleunes, *The Twisted Road* (1970, 1990), p. 209.

28 Circulaire du 25 janvier 1939. Nuremberg, document 3358-PS. Tribunal militaire international, *Trial of the Major War Criminals Before the International Military Tribunal* (Nuremberg, 1947-18949), vol. 32, pp. 242-243; *Nazi Conspiracy and Aggression* (Washington, DC, 1946-1948), vol. 6, pp. 92-93.

29 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 141-144. En ce qui concerne les analyses critiques de Hitler sur le sionisme dans *Mein Kampf*, consulter le vol. 1, chapitre 11. Cité par Robert Wistrich, *Hitler's Apocalypse* (Londres, 1985), p. 155. Lire également F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 26-28. Hitler confia à son aide de camp qu'il avait demandé aux Britanniques en 1937 de transférer tous les juifs d'Allemagne en Palestine ou en Egypte. Les Britanniques refusèrent cette proposition, dit-il, car cela aurait causé de nouveaux désordres. Lire H.v. Kotze, ed., *Heeresadjutant bei Hitler* (Stuttgart, 1974), pp. 65 et 95.

plusieurs convois de navires d'atteindre la Palestine en franchissant les patrouilles des navires britanniques. L'immigration juive légale et illégale en provenance d'Allemagne (y compris d'Autriche) s'accrut de manière importante en 1938 et 1939. Plus de dix mille juifs devaient partir en octobre 1939, mais le déclenchement de la guerre en septembre mit un terme aux efforts conjoints des sionistes et des nationaux socialistes.

Les autorités allemandes poursuivirent leur soutien à l'émigration indirecte des juifs vers la Palestine durant les années 1940 et 1941. (30) En mars 1942, il restait encore en activité dans l'Allemagne de Hitler un kibboutz d'entraînement pour des émigrants potentiels. (31)

L'Accord de transfert

La pièce maîtresse de la coopération germano-sioniste résidait dans l'Accord de transfert, un pacte financier qui permit à des dizaines de milliers de juifs d'Allemagne d'émigrer en Palestine avec toutes leurs richesses. L'accord, également connu sous le nom de *Ha'avara* (terme hébreu signifiant « transfert »), fut signé en août 1933, soit quelques mois seulement après la prise de pouvoir de Hitler, à la suite d'entretiens entre le gouvernement allemand et Chaim Arlosoroff, secrétaire politique de

30 F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 156, 160-164, 166-167; H. Höhne, *The Order of the Death's Head* (Ballantine, pb., 1984), pp. 392-394; Jon et David Kimche, *The Secret Roads* (Londres, Secker & Warburg, 1955), pp. 39-43. Consulter également David Yisraeli, « The Third reich and Palestine », *Middle Eastern Studies*, octobre 1971, p. 347. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe, 1939-1945* (1979), pp. 43, 49, 52 et 60; T. Kelly, « Man who fooled Nazis », *Washington Times*, 28 avril 1987, pp. 1B, 4B. Réalisé à partir d'un entretien avec Willy Perl, auteur de *The Holocaust Conspiracy*.

31 Y. Arad et autres, *Documents On the Holocaust* (1981), p. 155. Le kibboutz d'entraînement était situé à Neuendorf et a peut-être fonctionné après mars 1942.

l'Agence juive, la branche palestinienne de l'organisation mondiale sioniste. (32)

Grâce à cet accord inhabituel, chaque juif partant pour la Palestine déposait ses fonds sur un compte spécial en Allemagne. Cet argent servait à acheter des marchandises allemandes (machines-outils, pompes, matériaux de construction, engrais, etc.) qui étaient exportées en Palestine pour y être revendues par une compagnie juive de Tel-Aviv. L'argent des ventes servait à rembourser les juifs à leur arrivée en Palestine. Les marchandises allemandes envahirent la Palestine grâce à l'*Ha'avara* qui fut rapidement complété par un accord de troc par lequel les oranges des colons juifs étaient échangées contre des automobiles, des médicaments et autres productions allemandes. L'Accord de transfert offrait aux sionistes une abondante source d'immigrants et de capitaux tout en contribuant à l'ambition allemande de se débarrasser d'une minorité encombrante.

Les délégués du congrès sioniste de 1933 à Prague ont longtemps débattu des mérites de l'*Ha'avara*. Certains craignaient que ce pacte nuise au boycott économique de la communauté juive internationale contre l'Allemagne. Mais les responsables sionistes ont rassuré le congrès. Sam Cohen, un des rédacteurs du *Ha'avara* déclara que le pacte n'était pas financièrement intéressant pour l'Allemagne. Arthur Ruppin, un spécialiste de l'organisation sioniste de l'émigration qui avait contribué à élaborer le pacte signala que « l'Accord de transfert

32 Sur l'accord en général, consulter Werner Feilchenfeld, et autres, *Haavara-Transfer nach Palästina* (Tübingen, Mohr/Siebeck, 1972); David Yisraeli, « The Third Reich and the Transfer Agreement », *Journal of Contemporary History* (Londres), n° 2, 1971, pp. 129-148; « Haavara », *Encyclopaedia Judaica* (1971), vol. 7, pp. 1012-1013; F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (Austin, 1985), pp. 44-49; Raoul Hilberg, *The Destruction of European Jews* (New York, Holmes & Meier, 1985), pp. 140-141; *The Transfer Agreement*, d'Edwin Black est détaillé et très utile. Toutefois, il contient de nombreuses erreurs et des conclusions très discutables. Lire à ce sujet le compte rendu de lecture de Richard S. Levy dans *Commentary*, septembre 1984, pp. 68-71.

respecte le boycott dans la mesure où aucune devise forte n'entre dans les caisses allemandes en résultat du pacte... » (33) Le congrès sioniste de 1935 en Suisse prit parti massivement en faveur du pacte. En 1936, l'Agence juive (le gouvernement sioniste de l'ombre en Palestine) prit le contrôle de l'*Ha'avara* qui poursuivit son fonctionnement jusqu'à son abandon forcé suite au déclenchement de la guerre.

Certains fonctionnaires allemands ne cachaient pas leur hostilité à l'accord. A titre d'exemple, Hans Döhle, consul général d'Allemagne à Jérusalem, critiquait sévèrement l'accord à de nombreuses reprises durant l'année 1937. Il remarquait qu'il en coûtait des devises à l'Allemagne et que les produits exportés en Palestine par le biais du pacte ne pouvaient pas être vendus ailleurs et rapporter de l'argent frais au Reich. Le monopole de la vente de marchandises allemande détenu par l'*Ha'avara* mécontentait les marchands arabes et allemands de Palestine. L'appui officiel de l'Allemagne au sionisme pouvait coûter au Reich la perte de marchés dans le monde arabe. Le gouvernement britannique également n'appréciait que modérément cet accord. (34) En juin 1937, le bulletin du ministère des Affaires étrangères du Reich fit référence aux « sacrifices en devises » résultat de l'*Ha'avara*. (35)

En décembre 1937, un mémorandum interne du ministère allemand de l'Intérieur passe en revue l'impact de l'Accord de

33 Edwin Black, *The Transfer Agreement* (1984), pp. 328-337.

34 Au sujet de l'opposition à l'*Haavara* dans les milieux officiels allemands, lire W. Feilchenfeld et autres, *Haavara-Transfer nach Palästina* (1972), pp. 31-33; David Yisraeli « The third Reich », *Journal of Contemporary History*, 1971, pp. 136-139; F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question* (1985), pp. 126-139; I. Weckert, *Feurzeichen* (1981), pp. 226-227; Rolf Vogel, *Ein Stempel hat gefehlt* (Munich, Dromer Knauer, 1977), pp. 110 et suivantes.

35 W. Feilchenfeld et autres, *Haavara-Transfer nach Palästina* (1972), p. 31. Le texte complet se trouve chez David Yisraeli, *The Palestine Problem in German Politics 1889-1945* (Israël, 1974), pp. 298-300.

transfert : « Il ne fait aucun doute que l'*Ha'avara* a contribué massivement au développement très rapide de la Palestine depuis 1933. L'accord a fourni non seulement la plus importante source de financement (d'Allemagne!), mais aussi le plus intelligent groupe d'immigrants et, finalement, a importé dans le pays les machines et les produits industriels essentiels au développement. » Le principal avantage du pacte selon le mémorandum, était l'émigration d'un grand nombre de juifs vers la Palestine, la meilleure destination en ce qui concerne l'Allemagne. Mais le rapport rappelle également les inconvénients signalés par le consul Döhle et d'autres personnalités. Le ministère de l'Intérieur concluait que les inconvénients du pacte dépassaient désormais ses avantages et souhaitait qu'il prenne fin. (36)

Seul un homme pouvait mettre un point final à toutes ces controverses : Adolf Hitler. Le chef de l'État étudia personnellement l'ensemble du dossier en juillet et septembre 1937 puis à nouveau en janvier 1938. A chaque fois il prit la décision de poursuivre le soutien apporté à l'*Ha'avara*. L'objectif de faire partir les juifs d'Allemagne, concluait-il, justifie tous les inconvénients. (37)

Le ministère de l'Économie du Reich contribua à organiser une autre compagnie de transfert, l'International Trade and Investment Agency, ou Intria, à travers laquelle des juifs du monde entier pouvaient aider des juifs résidant en Allemagne à émigrer en Palestine. (38) D'autres pays européens désireux d'encourager l'émigration juive conclurent des accords avec les sionistes selon le modèle de l'*Ha'avara*. En 1937, la Pologne autorisa la création de la *Halifin* (« échange » en hébreu). Plus tard, en 1939, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie et l'Italie signèrent des accords similaires. L'ouverture des hostili-

36 Mémorandum du ministère de l'Intérieur du Reich (signé par le secrétaire d'État W. Stuckart) du 17 décembre 1937, dans Helmut Eschwage, ed., *Kennzeichen J* (Berlin, 1966), pp. 132-136.

37 W. Feilchenfeld et autres, *Haavara-Transfer nach Palästina* (1972), p. 32.

38 Edwin Black, *Transfer Agreement* (1984), pp. 376-377.

tés en septembre 1939 empêcha ces accords d'atteindre des développements comparables à ceux de l'*Ha'avara*. (39)

Les réalisations de l'Ha'avara

Entre 1933 et 1941, près de 60 000 juifs d'Allemagne émigrèrent en Palestine grâce aux bons soins de l'*Ha'avara* et autres accords germano-sionistes, soit près de dix pour cent de la population juive résidant en Allemagne en 1933. Ces immigrants représentaient 15 % de la population juive de Palestine en 1939. Quelques émigrants de l'*Ha'avara* ont transféré des fortunes considérables d'Allemagne en Palestine. Comme le remarque l'historien juif Edwin Black : « Nombre de ces gens, notamment à la fin des années trente, furent autorisés à transférer de véritables répliques de leurs foyers et de leurs usines – en vérité des répliques de leurs existences. » (40)

Le montant total transféré d'Allemagne en Palestine par le biais de l'*Ha'avara* entre août 1933 et la fin de 1939 fut de 8,1 millions de livres ou 139,57 millions de marks soit 40 millions de dollars de l'époque. Ce montant inclut 33,9 millions de marks fournis par la Reichsbank selon les termes de l'accord. (41)

Selon l'historien Black, 70 millions de dollars supplémentaires sont arrivés en Palestine à travers d'autres circuits financiers et commerciaux allemands. Les apports allemands eurent un impact majeur dans un pays aussi sous-développé que la Palestine des années trente. Nombre d'industries majeures

39 Edwin Black, *Transfer Agreement* (1984), pp. 376, 378; F. Nicosia, *Third Reich* (Austin, 1985), pp. 238-239.

40 Edwin Black, *Transfer Agreement* (1984), p. 379; F. Nicosia, *Third Reich* (Austin, 1985), pp. 212 et 255 (n. 66).

41 W. Feilchenfeld et autres, *Haavara-Transfer nach Palästina* (1972), p. 75; « Haavara », *Encyclopaedia Judaica* (1971), vol. 7, p. 1013.

furent montées avec les capitaux allemands, notamment les Mekoroth Waterworks et l'usine textile Lodzia. L'arrivée massive de marchandises et de capitaux grâce à l'*Ha'avara* conclut Black, a produit une véritable explosion économique dans la Palestine juive et fut un facteur indispensable dans la création de l'État d'Israël. (42)

L'*Ha'avara* a grandement contribué au développement de la Palestine et par conséquent, indirectement, à apporté une contribution capitale à la création de l'État d'Israël. En janvier 1939, un rapport du ministère allemand des Affaires étrangères rendait compte, avec une certaine exagération, que : « le transfert de biens juifs hors d'Allemagne [grâce à l'*Ha'avara*] a contribué de manière importante à la construction d'un État juif en Palestine. » (43)

D'anciens responsables de l'*Ha'avara* Company en Palestine ont confirmé ces analyses des diplomates allemands dans une étude détaillée de l'Accord de transfert publiée en 1972 : « L'activité économique rendue possible par l'influx massif de capital allemand et de transferts de l'*Ha'avara* aux secteurs public et privé furent de la plus grande importance pour le développement du pays [Israël]. Nombre de nouvelles industries et entreprises commerciales furent établies en Palestine juive et de nombreuses compagnies qui sont très importantes encore aujourd'hui pour l'économie de l'État d'Israël doivent leur existence à l'*Ha'avara*. » (44) Ludwig Pinner, un responsable de l'*Ha'avara* Company à Tel-Aviv durant les années trente fit ensuite le commentaire selon lequel l'exceptionnelle compétence des immigrants venus par l'*Ha'avara* a apporté une contribu-

42 Edwin Black, *Transfer Agreement* (1984), pp. 379, 373 et 382.

43 Circulaire du 25 janvier 1939, document de Nuremberg 3358-PS. Tribunal militaire international, *Trial of the Major War Criminals Before the International Military Tribunal* (Nuremberg, 1947-1949), vol. 32, pp. 242-243.

44 W. Feilchenfeld et autres, *Haavara-Transfer nach Palästina* (1972). Cité par Ingrid Weckert, *Feuerzeichen* (Tübingen, Grabert, 1981), pp. 222-223.

tion essentielle à au développement économique, social, culturel et éducatif de la communauté juive en Palestine. (45)

L'Accord de transfert fut le plus bel exemple de collaboration entre l'Allemagne de Hitler et le sionisme international. A travers ce pacte, le III^e Reich hitlérien fit plus que tout autre pays au monde, en dépit de la crise économique mondiale des années trente, pour appuyer les efforts juifs de développement en Palestine.

Les sionistes proposent à Hitler une alliance militaire

Au début de janvier 1941, une petite mais influente organisation sioniste fit parvenir à l'ambassade allemande à Beyrouth une proposition formelle d'alliance politique et militaire avec le Reich en guerre. Cette offre était faite par le mouvement clandestin Combattants pour la liberté d'Israël, plus connu sous le nom de *Lehi* ou « Gang Stern ». Son chef, Avraham Stern, venait de rompre avec le mouvement nationaliste *Irgoun Zvai Leumi* (« Organisation militaire nationale ») en raison de son attitude à l'égard du Royaume-Uni qui avait interdit toute nouvelle implantation juive en Palestine. Stern considérait les Britanniques comme le principal ennemi du sionisme.

Cette remarquable proposition sioniste « pour la solution de la question juive en Europe et la participation active de l'OMN [*Lehi*] dans la guerre aux côtés de l'Allemagne » mérite d'être citée un peu longuement : (46)

45 W. Feilchenfeld et autres, *Haavara-Transfer nach Palästina* (1972). Cité par Ingrid Weckert, *Feuerzeichen* (Tübingen, Grabert, 1981), p. 224.

46 Le document original se trouve dans les archives allemandes Auswärtiges Amt Archiv, Bestand 47-59, E 224152 et E 234155-58. Une photocopie est en possession de l'auteur de cet article. Le texte original allemand a été publié par David Yisraeli, *The Palestine Problem in German Politics 1889-1945* (Israël, 1974), pp. 315-317. Consulter également Klaus Polkhen, « The Secret Contacts », *Journal of Palestine Studies*, printemps-été 1976, pp. 78-80. A l'époque de cette proposition, le groupe Stern se considérait lui-même comme la véritable Irgun/OMN.

« Dans leurs discours et déclarations, les principaux hommes d'État de l'Allemagne national-socialiste ont souvent insisté sur le fait qu'un ordre nouveau en Europe requiert comme condition préalable une solution radicale de la question juive par l'évacuation. ("Une Europe sans juifs")

L'évacuation des masses juives d'Europe est la première étape de la solution de la question juive. Toutefois, le seul moyen d'atteindre cet objectif est d'installer ces masses dans la patrie du peuple juif, la Palestine et par l'établissement d'un État juif dans ses frontières historiques.

Le but de toutes ces années d'activité politique et de lutte du Mouvement pour la liberté d'Israël et de l'Organisation militaire nationale en Palestine (*Irgun Zvai Leumi*), est de résoudre la question juive de cette manière et de libérer ainsi pour toujours le peuple juif.

L'OMN, qui connaît bien la bonne volonté manifestée par le gouvernement du Reich allemand et de ses représentants à l'égard du sionisme et du programme sioniste d'émigration, prend acte des points suivants :

1 Il existe des intérêts communs entre un ordre nouveau européen fondé sur le concept allemand et les véritables aspirations nationales du peuple juif telles que les défend l'OMN.

2 Une collaboration est possible entre la nouvelle Allemagne et une communauté juive renouvelée et ressourcée [*Hebräertum*].

3 L'établissement de l'État juif historique sur des bases nationales et totalitaires, et associé par traité avec le Reich allemand, contribuerait au maintien et au renforcement de la présence allemande au Proche-Orient.

Sur la base de ces considérations, et dans la mesure où le gouvernement du Reich allemand reconnaisse les aspirations nationales du Mouvement pour la liberté d'Israël, l'OMN en Palestine offre de prendre une part active dans la guerre aux côtés de l'Allemagne.

Cette offre faite par l'OMN peut comprendre une activité militaire, économique et de renseignement à l'intérieur de la Palestine et, après quelques mesures d'orga-

nisation, à l'extérieur. En parallèle, les juifs d'Europe seraient entraînés militairement et organisés en unités militaires sous la direction et le commandement de l'OMN. Si un front commun se réalise, ils prendraient part à des opérations de combat pour conquérir la Palestine.

La participation indirecte du Mouvement pour la liberté d'Israël au nouvel ordre européen, déjà dans une étape préparatoire, combinée avec la possibilité d'une solution radicale du problème juif en Europe sur la base des aspirations nationales du peuple juif, renforcerait grandement les fondations morales du nouvel ordre européen aux yeux de toute l'humanité.

La collaboration entre le Mouvement pour la libération d'Israël serait en accord avec un récent discours du chancelier du Reich allemand dans lequel Hitler a insisté sur le fait qu'il ferait appel à toute coalition dans le but d'isoler et de vaincre l'Angleterre. »

Il n'existe pas de trace d'une réponse allemande à cette proposition sioniste. Une acceptation de cette alliance était devenue improbable à cette époque en raison du tournant pro-arabe de la politique allemande. (47) Il faut souligner que cette proposition d'alliance avec l'Allemagne du groupe Stern était faite à un moment où commençaient déjà à circuler abondamment des rumeurs selon lesquelles Hitler avait entrepris l'extermination de juifs. Apparemment, soit Stern ne croyait pas à ces rumeurs,

47 Les nationalistes arabes s'opposaient au Royaume-Uni qui contrôlait alors une bonne partie du monde arabe dont l'Égypte, l'Irak et la Palestine. En raison de l'état de guerre entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, le gouvernement du Reich a recherché l'appui des Arabes. Le chef des Arabes de Palestine, le Grand Mufti de Jérusalem, Haj Amin el-Husseini, travailla en étroite collaboration avec les Allemands durant la guerre. Après s'être échappé de Palestine occupée, il s'adressa au monde arabe grâce aux ondes de la radio allemande et contribua à susciter des volontaires musulmans en Bosnie pour les Waffen SS.

soit il acceptait la perspective de collaborer avec un ennemi mortel de son peuple dans le but d'assurer la création d'un État juif. (48)

Yitzhak Shamir, qui deviendrait plus tard un énergique ministre des Affaires étrangères puis un redoutable premier ministre d'Israël durant une bonne partie des années quatre-vingt jusqu'en juin 1992, était à l'époque un membre important du *Lehi*. Comme responsable des opérations de ce mouvement, Shamir organisa de nombreux attentats terroristes, dont l'assassinat en novembre 1944 de Lord Moyne, ministre britannique pour le Proche-Orient et en septembre 1948 l'assassinat du comte Bernadotte, médiateur suédois des Nations unies. Des années plus tard, lorsque Shamir fut interrogé au sujet de la proposition d'alliance avec l'Allemagne faite par son mouvement, le chef d'État israélien confirma qu'il connaissait la nature de cette offre faite au Reich en guerre. (49)

48 Israel Shahak, « Yitzhak Shamir, Then and Now », *Middle East Policy* (Washington, DC), vol. 1, n° 1, (tout le n° 39), 1992, pp. 27-38; Yehoshafat Harkabi *Israel's Fateful Hour* (New York, Harper & Row, 1988), pp. 213-214. Cité par Andrew J. Hurley, *Israel and the New World Order* (Santa Barbara, Californie, 1991), pp. 93, 208-209; Avishai Margalit, « The Violent Life of Yitzhak Shamir », *New York Review of Books*, 14 mai 1992, pp. 18-24; Lenni Brenner, *Zionisme in the Age of Dictators* (1983), pp. 266-269; L. Brenner « Yitzhak Shamir : On Hitler's Side », *Arab Perspectives* (League of Arab States, mars 1984, pp. 11-13.

49 Avishai Margalit, « The Violent Life of Yitzhak Shamir », *New York Review of Books*, 14 mai 1992, pp. 18-24; Lenni Brenner, *Zionisme in the Age of Dictators* (1983), pp. 266-269; L. Brenner *Jews in America Today* (1986), pp. 175-177; L. Brenner, « Skeletons in Shamir's Cupboard », *Middle East International*, 30 septembre 1983, pp. 15-16; Sol Stern, L. Rapoport, « Israel Man of Shadows », *Village Voice* (New York) 3 juillet 1984, pp. 13 et suivantes.

Conclusion

En dépit d'une hostilité fondamentale entre le régime hitlérien et la communauté juive internationale, durant de nombreuses années les intérêts sionistes et nationaux-socialistes ont coïncidé. En collaborant avec les sionistes pour la solution humaine et commune d'un problème complexe, le III^e Reich consentait à une diminution de ses rentrées en devises fortes, à une détérioration de ses relations avec le Royaume-Uni et au mécontentement des Arabes. En vérité, au cours des années trente, aucune nation ne fit un effort plus substantiel en faveur du sionisme que l'Allemagne de Hitler.

**Achevé d'imprimer
sur les presses des
établissements Dalex
à Montrouge (92120)**

Abel Bonnard

Une aventure inachevée

PAR OLIVIER MATHIEU

Postface de Léon Degrelle

Abel Bonnard cet inconnu... Mort à Madrid, en exil, il y a vingt ans, le revoici. A l'occasion du 20^e anniversaire de sa mort, Olivier Mathieu a publié cette biographie du ministre le plus radical de l'État français. «Académicien de choc » pour Céline, « compagnon d'aventure » pour Drieu, il nous est présenté ici sous toutes ses facettes : poète et homme politique; grand voyageur et tribun. Le secret de sa naissance et l'identité de son père – le comte Primoli – sont révélés; Bonnard auteur de théâtre est présenté; sa dualité, aux limites de la *schizoïdie*, est magistralement analysée à travers le fascinant mythe d'Orion; les extraits de son journal intime, sa correspondance privée permettent de mieux cerner le drame du présent.

Responsable de 1942 à 1944 de l'*Alma Mater*, théoricien intransigeant, soucieux d'associer le national au social au sein de l'Europe nouvelle, c'était un homme dur et bon. Il fut l'un des premiers grands écrivains à prendre conscience de la nouvelle dimension de l'histoire européenne découlant de la révolution national-socialiste et à rendre visite au nouveau chancelier du III^e Reich.

Cet ouvrage, abondamment illustré de documents souvent inédits, met en pièces les rumeurs malveillantes répandues sur son compte par les gaullistes. Un ouvrage à lire.

Edition reliée, 422 pages, illustrations,
235 F plus 30 F de port.

Edition brochée, 422 pages, illustrations,
150 F plus 30 F de port.

Adresser votre commande :
HRC, 344, rue Saint-Honoré 75001 Paris.

HRC VOUS DÉVOILE POUR LA PREMIERE FOIS TOUTES LES PREUVES DE L'ALLIANCE ENTRE LES NAZIS ET LES SIONISTES ET LE ROLE CRUCIAL DE HITLER DANS LA NAISSANCE DE L'ÉTAT D'ISRAEL

Comment expliquer les proximités idéologiques entre nazis et sionistes qui semblent pourtant contre-nature ? Comment expliquer l'offre d'alliance militaire d'une organisation terroriste sioniste faite au Reich en guerre ?

La lecture du remarquable travail de Mark Weber permet aujourd'hui pour la première fois de mieux comprendre le genèse des étroites relations entre sionistes et nazis.

Si ces contacts ont pu se nouer si facilement entre sionistes et nazis, c'est qu'ils partageaient beaucoup d'analyses quant à la race et à la conception de la nation et de son destin historique. N'oublions pas que nombre des sionistes des années trente avaient été formés en Allemagne et partageaient avec leurs concitoyens allemands le même bain idéologique. Pour caricaturer un peu, on pourrait dire que ces sionistes auraient fait d'excellents nazis s'ils n'avaient été juifs.

Pourrait-on risquer l'opinion qu'Israël est l'État contemporain qui se situe dans une certaine continuité idéologique avec l'Allemagne national-socialiste ? Un débat d'actualité.

Mark Weber est un jeune historien américain résidant en Californie. Il se spécialise dans l'étude de la Seconde Guerre mondiale. Il prépare un important travail de synthèse sur un point de détail de ce conflit qui semble d'une perpétuelle actualité.